

Document

Le prétexte climatique 2/3

1982-1996 : L'écologie de marché

(par Thierry Meyssan- <http://www.voltairenet.org>)

22.04.2010

Au cours des années 80-90, l'écologie a été dissociée des questions de Défense pour se confondre avec les problématiques économiques. Dans ce second volet de son étude sur l'histoire de la rhétorique environnementale, Thierry Meyssan analyse comment les multinationales ont renversé la situation et sont passées de la position d'accusé à celle de sponsor des associations vertes.

1982 : Nairobi, le second « sommet de la Terre » et le leadership de Margaret Thatcher

Progressivement, le débat se déplace du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) vers le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) où il donnera lieu à des affrontements entre les États-Unis d'un côté, le Saint-Siège et l'Iran de l'autre, à propos de la morale sexuelle. Au sein du camp capitaliste, les néo-malthusiens perdent de l'influence au profit des partisans de la dérégulation. Le président Ronald Reagan traite avec dédain le second « sommet de la terre » (Nairobi, 1982) qui passe inaperçu. Il n'est pas prévu de convoquer de nouvelle conférence.

Les démocrates états-uniens prennent les choses plus au sérieux. James Gus Speth, ex-conseiller Environnement de Jimmy Carter, et Jessica Mathews (ex-adjointe de Zbigniew Brzezinski au Conseil de sécurité nationale et administratrice de la Rockefeller Foundation) fondent un think tank écologiste destiné à influencer la Banque mondiale, le World Resources Institute. Financé par des multinationales, il sera le premier organisme de ce type à consacrer de gros budgets à l'étude politique du climat. Il met en cause la capacité des États à répondre aux défis environnementaux et préconise une gouvernance globale qui, selon lui, passe par le marché et non par l'ONU. Les traités sont inutiles. C'est aux multinationales de faire avancer ces dossiers et elles ne le feront que lorsque leurs actionnaires y trouveront un intérêt.

Après l'échec de la conférence de Nairobi, les Nations unies réduisent leurs ambitions et se contentent de négocier la *Convention de Vienne* et le *Protocole de Montréal* sur l'interdiction des chlorofluorocarbones, responsables du « trou dans la couche d'ozone ».

Pour relancer le débat qui lui échappe, le secrétaire général de l'ONU, le Péruvien Javier Pérez de Cuéllar, nomme une Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dont la présidence échoit au ministre d'État norvégien (c'est-à-dire Premier ministre), le docteur Gro Harlem Brundtland, et le secrétariat général à Jim MacNeill. Cet organisme, dont Maurice Strong est membre parmi d'autres, rend un rapport pessimiste et ambiguë, *Notre avenir à tous* [1]. Il innove en prenant en compte les préoccupations du Tiers-monde. Dans cette optique, il évoque pour la première fois dans un document international la notion de « développement soutenu » (ultérieurement traduite par « développement durable »). La croissance industrielle n'est pas l'ennemie du genre humain, mais elle doit être régulée de sorte à ne pas hypothéquer les droits des générations futures. Ce qui implique, certes, que l'activité humaine ne doit pas détruire son environnement, mais aussi qu'elle ne doit pas créer des inégalités telles que des enfants puissent naître sans avenir dans un pays pauvre. La problématique de l'accès aux ressources naturelles et de leur gestion échappe aux néo-malthusiens pour prendre une dimension révolutionnaire que tout le monde ne comprend pas de la même manière : pour les tiers-mondistes, les États doivent légiférer pour garantir l'accès de tous aux biens communs, tandis que pour les capitalistes, ils doivent au contraire déréguler pour garantir l'accès des multinationales.

Cette double lecture inquiète certains États développés, mais deux facteurs vont les inciter à s'investir dans la suite des négociations.

En 1986, la navette Challenger se désintègre en vol, 73 secondes après son décollage. Les États-Unis décident l'interruption immédiate des vols. La NASA entre dans une phase d'introspection et de réorganisation. Pour sauver son budget, elle envisage de se reconvertir dans l'observation par satellite des changements climatiques.

Le directeur de l'institut de climatologie de la NASA, James Hansen, dramatise le problème lors de son audition par une commission du Sénat [2]. Grâce à lui, le mouvement écologique états-unien trouve une caution scientifique et la NASA récupère son budget.

Hansen relance la théorie de « l'effet de serre » : la présence dans l'atmosphère de certains gaz, dont le CO₂, augmenterait la température globale de la surface terrestre ; un concept formulé en 1896 par le physicien et chimiste suédois Svante Arrhenius. Ce scientifique scientifique avait émis l'hypothèse que l'humanité pourrait échapper à un nouvel âge glaciaire grâce à la chaleur de ses usines. Sa démonstration s'était avérée improvisée et l'idée avait été abandonnée. James Hansen la reprend —sans la vérifier—, pour en tirer la conclusion inverse : le développement industriel va provoquer un réchauffement climatique préjudiciable à l'humanité.

Margaret Thatcher s'empare à son tour de la question climatique et s'impose rapidement comme le leader mondial en la matière. En 1987, Maumoon Abdul Gayoom, président des Maldives, s'adresse à ce sujet au sommet du Commonwealth à Vancouver. Son pays, dit-il, disparaîtra si le climat se réchauffe et les eaux montent. En 1988, le Canada et la Norvège organisent à Toronto une conférence ministérielle mondiale sur le thème : « Notre atmosphère change : implications pour la sécurité globale » [3], pour la première fois, on y traite des déplacements possibles de population et on y évoque des objectifs précis de réduction des gaz à effet de serre.

Les Premiers ministres canadien et britannique Brian Mulroney et Margaret Thatcher convainquent leurs partenaires du G7 (États-Unis, France, Allemagne et Italie) de financer un Groupe inter-gouvernemental d'étude sur l'évolution du climat (GIEC) sous les auspices du PNUE et de l'Organisation météorologique mondiale, qui ont déjà initié un programme de recherche commun [4]. Peu après, Madame Thatcher délivre un important discours à la Royal Society [5]. Elle affirme que les gaz à effet de serre, le trou de la couche d'ozone et les pluies acides exigent des réponses intergouvernementales. En 1989, elle s'adresse à l'Assemblée générale des Nations unies. Elle sonne l'alarme et appelle à une mobilisation générale. Elle annonce que le Royaume-Uni a déjà pris une série d'initiatives pour moderniser son industrie et qu'il mettra à disposition des chercheurs du monde entier les outils informatiques nécessaires à l'étude du climat [6]. De retour à Londres, elle crée le Hadley Center for Climate Prediction and Research, qu'elle inaugure solennellement [7]. Dans la lancée, elle participe à la conférence mondiale sur le climat à Genève où elle plaide pour la rédaction d'une Convention globale [8].

Le GIEC ne prend tout son sens qu'avec le Hadley Center. Lady Thatcher n'a pas voulu créer une académie scientifique internationale, mais un organe politique, chargé d'encadrer la recherche ; et ce d'autant plus facilement que les savants qui y participent ont besoin du Centre Hadley pour poursuivre leurs travaux. Son objectif n'était pas de fabriquer une fausse science pour appuyer une ligne politique, mais d'orienter la recherche fondamentale pour qu'elle devienne une recherche appliquée, utile à une nouvelle révolution industrielle qu'elle appelait de ses vœux.

La volonté de lady Thatcher, ancienne chercheuse en chimie organique, de fonder la prospérité et le rayonnement de son pays sur son leadership scientifique ne fait pas de doute. À l'opposé des néo-malthusiens, elle pose que les progrès scientifiques doivent permettre de résoudre le défi climatique. Elle cite en exemple la manière dont la ville de Londres s'est débarrassée du *fog*, cet épais nuage formé par les fumées d'usine rabattues au sol par le brouillard. Loin de condamner l'industrialisation, elle entend réaliser une nouvelle révolution industrielle qui hissera à nouveau son pays en tête de l'économie mondiale. Elle ferme les mines de charbon, s'appuie sur le pétrole de la mer du Nord et prépare l'avenir avec le nucléaire. Cette grandiose ambition, qu'elle poursuit dans le plus total mépris de la classe ouvrière et en imposant une marche forcée à la classe dirigeante, se fracasse sur les dissensions du Parti conservateur qui se révolte contre son autoritarisme et la contraint à la démission.

1992 : Rio, le troisième « sommet de la Terre » et le triomphe de Maurice Strong

Au cours des dernières années, Maurice Strong a quitté la fonction publique canadienne. Il est devenu milliardaire. Il a été nommé directeur de Petro-Canada et a accumulé une impressionnante fortune personnelle. Avec le marchand d'armes saoudien Adnan Kashoggi, il crée American Water Development, une société qui achète la vallée de Saint-Louis en vue d'exploiter les réserves d'eau du Colorado. Mais ils doivent faire face à la colère des habitants qui craignent de voir cette région verdoyante transformée en désert.

Soudain, Strong renonce. Selon ses dires, un sage lui aurait révélé les propriétés mystiques de ce lieu sacré pour les Indiens. Avec son épouse Hanne, persuadée d'être la réincarnation d'une prêtresse indienne, ils créent la Manitou Foundation, dont elle est présidente et lui trésorier. Ils investissent 1,2 million de dollars. Ils construisent au Baca Ranch de Crestone un vaste complexe de spiritualité New Age où se côtoient temples hindous et bouddhistes, temples juifs et églises chrétiennes, chamans et autres sorciers, selon un urbanisme ésotérique. De hautes personnalités membres du très sérieux Aspen Institute (Rockefeller, Kissinger, etc.) viennent y méditer afin que toutes les religions ne fassent plus qu'une. Laurance Rockefeller (frère de David) fait un don de 100 000 dollars. Cette étrange aventure prend fin aussi subitement qu'elle avait commencé, sans que l'on ait jamais su si elle relevait du délire collectif ou si elle faisait partie d'un plan de communication pour adoucir l'image de requins de Maurice Strong et de ses amis.

Au demeurant, le Baca Ranch aura servi de laboratoire pour élaborer la vulgate écologiste : une religiosité branchée, fondée sur le mythe biblique du déluge, enrobé de divers emprunts culturels, notamment bouddhistes. L'homme pécheur a succombé à la tentation industrielle et doit assumer le châtement divin. A cause du réchauffement climatique qu'il a provoqué, les eaux bientôt recouvriront la surface de la Terre. Seul Noé l'écologiste survivra au déluge et avec lui les plantes et les animaux qu'il aura sauvés. Cette croyance s'appuie sur une cosmogonie inspirée des travaux du chimiste James Lovelock (élevé à la dignité de Commandeur de l'Empire britannique par Margaret Thatcher) : la théorie Gaïa. Le scientifique anglais s'est attaché à démontrer que la composition de l'atmosphère terrestre est régulée par les êtres qui y vivent. Sur cette base, déjà sujette à caution, les créateurs du Baca Ranch posent que la planète Terre se comporte comme un organisme vivant : c'est Gaïa, la déesse-mère de la mythologie grecque. Aussi absurde qu'elle puisse paraître, cette cosmogonie s'est imposée dans l'imaginaire contemporain. Ainsi, on ne parle plus de « sauver l'humanité » de la dégradation de son milieu naturel, mais de « sauver la planète » alors même que personne ne conteste que cet astre mort à quelques milliards d'années d'existence devant lui.

Quoi qu'il en soit, les Anglo-Saxons parviennent à faire élire Maurice Strong à la présidence de la Fédération mondiale des associations des Nations unies (WFUNA). Cette position lui permet de mener une campagne pour que l'ONU organise un nouveau sommet de la Terre. Lorsque la décision est prise, il n'a pas de difficulté, vu son rôle à Stockholm et son passage au PNUE, à s'en voir confier le secrétariat général.

Pour préparer le sommet de Rio, Maurice Strong s'adjoint d'abord un conseiller spécial, son ami Jim MacNeill qui avait été le directeur Environnement de l'OCDE, puis le rédacteur du rapport Brundtland. Comme Strong, MacNeill est membre de la Commission trilatérale que David Rockefeller a créé avec Zbigniew Brzezinski. Dans ce cadre, il rédige le rapport préparatoire de la conférence, *Beyond Interdependence* (Au delà de l'interdépendance) [9], dont Strong rédige la préface. L'idée principale qui traverse le rapport de la Rockefeller Foundation avant la conférence de Stockholm, le rapport de la commission onusienne après celle de Nairobi et celui de la Commission trilatérale avant celle de Rio est qu'il ne faut pas opposer intérêts économiques et préoccupations environnementales en accusant les multinationales de polluer sans vergogne. Au contraire il faut unir industriels et environnementalistes, l'écologie pouvant être un business lucratif. Reste à faire avaler cette couleuvre à l'opinion publique.

Maurice Strong flatte les associations écologistes en les invitant à présenter leurs suggestions pour le sommet et en les traitant avec beaucoup d'égards. Simultanément, il accorde une place stratégique aux multinationales, nommant le milliardaire suisse Stephan Schmidheiny conseiller principal pour la préparation du sommet.

Schmidheiny rassemble au sein du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) les principales multinationales craignant que le sommet ne débouche sur une mise en cause de leurs pratiques. Il leur propose de mener des actions de lobbying pour prévenir toute réglementation internationale qui entrave leurs activités et pour faire avancer la globalisation économique sous couvert d'écologie.

Schmidheiny, que l'on célèbre mondialement comme un philanthrope écolo, a fait sa fortune avec la société de matériaux de construction Eternit. Mis en examen par le procureur général de Turin (Italie), Raffaele Guariniello, il sera jugé en 2010. Il est accusé d'être le plus grand pollueur à l'amiante du monde. Il aurait sciemment contaminé ou laissé contaminer la ville de Casale où se trouvaient ses usines, provoquant la mort de 2 900 personnes et la contamination de 3 000 autres.

Pendant que Maurice Strong et ses amis préparent la conférence, de nombreux scientifiques manifestent leur gêne devant la tournure des choses. Le journaliste français Michel Salomon réunit 3000 universitaires et 72 récipiendaires du Prix Nobel autour de l'*Appel d'Heidelberg*. Faisant allusion aux sanctuaires du Baca Ranch et aux théories de Gaïa, ils dénoncent « l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social ». Observant la mobilisation du WBCSD, ils affirment « l'absolue nécessité d'aider les pays pauvres à atteindre un niveau de développement durable et en harmonie avec celui du reste de la planète, de les protéger contre des nuisances provenant de nations développées et d'éviter de les enfermer dans un réseau d'obligations irréalistes qui compromettent à la fois leur indépendance et leur dignité ». Enfin, ils concluent que « les plus grands maux qui menacent notre planète sont l'ignorance et l'oppression et non pas la science, la technologie et l'industrie dont les instruments, dans la mesure où ils sont gérés de façon adéquate, sont des outils indispensables qui permettront à l'humanité de venir à bout, par elle-même et pour elle-même, de fléaux tels que la faim et les surpopulations ».

Strong et Schmidheiny recrutent alors le cabinet de relations publiques Burson-Marsteller. La spécialité de son Pdg, Harold Burson, est d'identifier les segments de population qui peuvent être utilisés pour une cause, de les organiser en associations, puis de les utiliser pour défendre à leur insu les intérêts de ses clients. Il a par exemple créé des associations de malades pour faciliter l'accès à des médicaments fabriqués par ses clients (au lieu de militer pour l'accès aux médicaments les plus efficaces), ou encore des associations de fumeurs pour lutter contre les lois anti-tabac (au lieu de lutter pour des cigarettes non-toxiques), etc. Il va transformer le sommet de Rio en une gigantesque foire associative ce qui donnera une apparente légitimité populaire à des décisions prises en amont et en secret par un syndicat de multinationales [10]. Cette technique de manipulation est devenue classique. Elle a été reproduite depuis pour de nombreuses conférences internationales.

172 délégations, comprenant une centaine de chefs d'État et de gouvernement, participent au sommet de Rio (3 au 14 juin 1992). De nombreux documents sont adoptés dans une ambiance de liesse. La *Déclaration de Rio* [11] énonce 27 principes, dont celui de précaution : « l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement » [12]. La Déclaration est le fruit d'une véritable négociation entre États. Elle affirme le droit des générations futures au développement durable, ce qui implique non seulement que la croissance économique ne doit pas se faire au détriment de l'environnement, mais aussi qu'elle ne doit pas perpétuer les inégalités Nord-Sud. En droit international, l'environnement devient une question de justice sociale.

Pour l'application de ces principes, les États membres sont renvoyés à un autre document, *Action 21* [13]. C'est un programme détaillé explicitant la relation entre développement et environnement, listant les principaux problèmes environnementaux, précisant les groupes et institutions à mobiliser, et multipliant les bonnes intentions. Mais ce second document a été vidé de ses références à des situations conflictuelles. Les États-Unis et Israël ont notamment obtenu de rayer toute mention des droits des « peuples soumis à l'oppression, la domination et l'occupation ». Surtout, la guerre n'apparaît plus comme le facteur premier des atteintes au développement et à l'environnement. C'est le triomphe de Maurice Strong et de l'écologie bobo. Les multinationales peuvent continuer à piller la planète pourvu qu'elles restent propres dans les pays développés. Le Pentagone, qui vient de ravager une première fois l'Irak, peut continuer ses destructions sans états d'âme : elles ne comptent pas.

[1] Français : *Notre avenir à tous*. English : *Our Common Future*. Español : *Nuestro Futuro Común*.

[2] Greenhouse Effect and Global Climate Change, audition de James Hansen par la Commission sénatoriale de l'Énergie et des Ressources naturelles, 23 juin 1988.

[3] « Our Changing Atmosphere : Implications for Global Security ».

[4] *Déclaration économique*, G7, Toronto, §33.

[5] *Speech to the Royal Society*, par Margaret Thatcher, 27 septembre 1988.

[6] *Speech to United Nations General Assembly (Global Environment)* par Margaret Thatcher, 8 novembre 1989.

[7] *Speech opening Hadley Centre for Climate Prediction and Research*, par Margaret Thatcher, 25 mai 1990.

[8] *Speech at 2nd World Climate Conference*, par Margaret Thatcher, 6 novembre 1990.

[9] *Beyond Interdependence : The Meshing of the World's Economy and the Earth's Ecology*, par Jim MacNeill, Pieter Winsemius et Taizo Yakushiji, Oxford Paperbacks, février 1992.

[10] « Burson-Marsteller, Pax trilateral and the Bruntland Gang versus the Environment » par Joyce Nelson, et « Poisoning the Grassroots » par John Dillon, *Covert Action quarterly*, printemps 1993.

[11] Texte intégral de la *Déclaration de Rio*.

[12] Le principe de précaution, tel qu'il est formulé par la Déclaration de Rio ou par la Charte française de l'environnement vise à accroître la base juridique de l'action politique en faveur de l'environnement, face aux expertises scientifiques fournies par les multinationales. Il a par la suite souvent été renversé pour justifier une forme de passivité politique dans n'importe quel domaine d'activité.

[13] Texte intégral d'*Action 21*.